

LA CHINE ET L'ENJEU AFRICAIN : ANALYSE DES ÉCHANGES SINO-AFRICAINS

JEAN RAPHAEL CHAPONNIÈRE

INTRODUCTION

La montée en puissance de la Chine est la transformation la plus marquante depuis la seconde guerre mondiale. Elle n'est pas sans analogie avec celle des Etats-Unis à la fin du 19^{ème} siècle. L'une et l'autre se sont appuyées sur l'essor de l'industrie. A l'aube du 20^{ème} siècle la production manufacturière américaine a déplacé celle du Royaume Uni à la première place mondiale (P. Kennedy, 1990). Un siècle plus tard, la production manufacturière chinoise est sur le point de dépasser celle des Etats-Unis¹. De même que l'émergence américaine a commencé par être perçue comme un avatar européen, l'émergence chinoise est inséparable de son insertion asia-

tique. Eclipsée par la Chine depuis la crise de 1997, l'Asie n'a pas pour autant disparu comme vient de le rappeler le succès coréen sur le marché du nucléaire à Abu Dhabi. Au fur et à mesure qu'elles sont montées en gamme, les industries coréennes et taïwanaises ont délocalisé une partie de leur production en Chine, lui assurant ainsi une place dans le « vol des oies sauvages ». Cette image a été empruntée à Akamtsu (1961) qui l'avait conçu pour décrire les évolutions sectorielles de l'économie japonaise et qui a été utilisé pour décrire l'évolution des économies en Asie. Le Japon prenant son envol et, au fur et à mesure de son développement, il abandonne des secteurs repris par les pays qui ont rejoint le vol. Premier pays à s'engager dans un processus de rattrapage, le Japon été suivi par la Corée et Taiwan au cours des années 1960, les pays de l'ASEAN

1. *Wall Street Journal* : *China's gains in Manufacturing stir friction across the Pacific*, 3 août 2009.

(Indonésie, Malaisie, Thaïlande) se sont envolés à leur tour dans les années 1980, la Chine et le Vietnam ensuite. Cette re-composition de l'Asie n'est pas été sans conséquence sur l'Afrique. En effet, le tassement des relations commerciales entre l'Asie (hors Chine) et le continent africain constitue la toile de fonds de l'intensification des échanges entre l'Afrique et la Chine.

Leur progression a été spectaculaire. Partenaire modeste de l'Afrique à la fin de la décennie 1990, la Chine se classe la première place en 2009. En effet si la crise a provoqué une première contraction des échanges sino-africains, la chute des importations chinoises a été moins marquée que celle des importations américaines aussi la Chine a-t-elle supplanté les Etats-Unis pour devenir le premier débouché de l'Afrique tout en restant son premier fournisseur. Elle est donc son premier partenaire commercial si l'on raisonne en termes de pays (son second après l'Union Européenne).

Après avoir situé les échanges sino-africains dans leur contexte asiatique, cet article analysera leur nature. Il considérera ensuite la place de la Chine dans les exportations africaines et l'impact des exportations chinoises et mesurera l'enjeu du marché africain pour la Chine.

L'ASIE ET L'AFRIQUE

Jusque dans les années 1990, le Japon était de très loin le premier partenaire asiatique de l'Afrique. Il dépassait alors l'Inde qui, pour des raisons politiques, a attendu 1990 pour valoriser l'atout de sa diaspora (Chaponnière, 2009). Les Japonais qui avaient percé en Afrique de l'Est et en Afrique Australe dès les an-

nées 30, ont rapidement reconstitué leurs réseaux après la guerre et en 1964, ils exportaient davantage vers l'Afrique que vers la CEE ! A partir des années 1980, le Japon a été confronté à la concurrence taïwanaise et coréenne. Dans les années 2000, les pays asiatiques ont ensuite été bousculés par l'irruption de la Chine.

Cette irruption a accompagné la re-composition de l'Asie autour de la Chine qui est devenue son atelier. Assurant une part importante du « processing trade », les filiales asiatiques y assemblent des demi-produits qu'ils exportent vers les Etats-Unis et l'UE. L'assemblage n'est qu'une première étape. L'industrie chinoise est engagée dans un mouvement de remontée des filières et les entreprises chinoises, de même que les filiales asiatiques en Chine, sont de plus en plus nombreuses à fabriquer sur place ce qu'elles importent du Japon ou de Corée ou de Taiwan. Ces évolutions ne sont pas sans conséquence sur le commerce sino-africain. Au lieu d'exporter du Japon vers l'Afrique, des entreprises japonaises exportent à partir de Chine où elles importent des produits qui se dirigeaient initialement vers le Japon. Cette réorganisation a contribué à dynamiser les échanges sino-africains

COMMERCE NORD-SUD

La Chine se présente comme le plus grand pays en développement alors que l'Afrique rassemble le plus grand nombre de pays en développement. Pékin présente ses échanges avec l'Afrique comme relevant du commerce « Sud-Sud ». Issue de considérations politiques, cette terminologie n'a vraiment de traduction dans le domaine de l'économie. L'ana-

lyse sectorielle des échanges sino-africains ne révèle aucune différence avec celle des échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique ou entre l'Union Européenne et l'Afrique. Comme les Américains et les Européens, les Chinois importent des matières premières et exportent des biens manufacturés.

Les Chinois qualifient ces échanges comme une opération « gagnant – gagnant » en faisant valoir qu'ils importent plus qu'ils n'exportent. Alors qu'elle dégage un excédent considérable sur les Etats-Unis et l'Union Européenne, la Chine est déficitaire avec l'Afrique. Ce jugement global gagne à être nuancé car, si la Chine est déficitaire dans ces échanges avec une poignée de pays exportateurs de pétrole (Angola, Soudan, Guinée Equatoriale) ou de produits miniers (RDC), elle dégage des excédents très confortables sur les 48 autres pays.

Ce jugement doit être actualisé car, en 2009, conséquence de la chute des cours du pétrole, ses échanges avec l'Afrique ont été excédentaires selon les statistiques commerciales chinoises.

LA CHINE, DÉBOUCHÉ DE L'AFRIQUE

Conséquence de l'envolée des cours du pétrole et des minerais jusqu'en 2008, les matières premières occupent une place considérable dans les exportations africaines vers la Chine qui sont moins diversifiées qu'elles ne l'étaient : en 1998, le pétrole représentait 25% du total, dix ans plus tard ce pourcentage était de 74%. Un tiers de l'approvisionnement chinois provient d'Afrique (Angola, Soudan, Guinée Equatoriale), un pourcentage qui pourrait diminuer car les Chinois se tournent davantage vers le Moyen Orient

Structure et intensité des importations chinoises d'Afrique Sub-saharienne (2008)

| Secteur | Structure | Intensité |
|---------------------|-----------|-----------|
| Energie | 74% | 1,18 |
| Agro alimentaire | 3% | 0,34 |
| Textile Habillement | 0% | 0,12 |
| Bois Papiers | 0% | 0,17 |
| Chimie | 1% | 0,22 |
| Sidérurgie | 5% | 1,25 |
| Non Ferreux | 14% | 1,44 |
| Mécanique | 0% | 0,05 |
| Véhicules | 0% | 0,01 |
| Electrique | 0% | 0,11 |
| Electronique | 0% | 0,04 |
| NDA | 3% | 0,73 |

Source : à partir de la base Chelem-Cepii.

L'intensité mesure le rapport entre la place du produit dans les importations chinoises d'Afrique et sa place dans les importations totales.

Viennent au second rang, loin derrière, les produits miniers : le fer (Afrique du Sud, Mauritanie), le manganèse (Afrique du Sud, Gabon), le chrome (Afrique du Sud, Zimbabwe) le cobalt (République Démocratique du Congo), le cuivre (Afrique du Sud, RDC, Congo, Zambie, Mauritanie). Pour la plupart de ces métaux, dont le molybdène, l'Afrique est un fournisseur stratégique de la Chine.

La Chine, premier acheteur mondial de bois, se fournit en Russie, en Asie et l'Afrique Sub-saharienne (Gabon, Congo, Cameroun, Guinée Equatoriale, Mozambique) assure un tiers de ses importations. Alors que l'UE importe des bois sciés, la Chine importe des grumes dont une partie en contrebande, aussi ces importations sont sous estimées par les statistiques officielles. Parmi les autres produits, le coton (Burkina, Mali, Benin) a vu sa place diminuer dans l'approvisionnement de la Chine.

Alors que les exportations africaines vers la Chine sont concentrées, les exportations chinoises vers l'Afrique sont très diversifiées.

L'AFRIQUE FACE À LA CONCURRENCE CHINOISE

Commentant avec humour la percée chinoise en Afrique, un Malien déclarait¹ : « Ne parlant pas français, les Chinois cherchent à comprendre ce dont nous avons besoin alors que les Français nous disent en français nos besoins ». Si cette capacité d'écoute contribue à cette réussite, elle ne suffit pas à l'expliquer. En effet l'offre chinoise est adaptée aux

bourses les plus modestes en Afrique comme en Chine. Car si, en 2010, la Chine a déplacé le Japon pour devenir la seconde puissance économique mondiale, les Chinois ne sont pas riches. Leur revenu moyen apprécié en parité de pouvoir d'achat se situe entre celui des Egyptiens et des Tunisiens. Toutefois, plus qu'ailleurs, cette moyenne est peu significative car les inégalités sont considérables entre provinces et entre zones rurales et urbaines d'une même province.

Les produits agricoles occupent une petite place (3%) dans les exportations chinoises vers l'Afrique. Jusqu'au début 2000, il s'agissait de thé et du riz (Afrique de l'Ouest). Ce n'est plus le cas et ces exportations se diversifient rapidement (tomates, légumes...) alors que dans le sens inverse, les exportations africaines restent concentrées sur un petit nombre de produits (fèves de cacao, coton, huiles). La Chine dégage un excédent croissant dans ces échanges agricoles avec l'Afrique et l'analyse de ses achats de terre montre qu'ils obéissent à un objectif de substitution aux importations (du riz ou du sucre pour les marchés africains) et qu'ils ne répondent pas du tout à un objectif de sécurité alimentaire (chinoise) comme cela est parfois écrit dans les médias (Chaponnière et alii, 2010).

Tissus, petits équipements mécaniques et électroniques achetés par les ménages ne représentent environ un tiers des exportations chinoises vers l'Afrique.

Dans la plupart des pays africains, les importations chinoises ne concurrencent pas directement des fabrications locales et, substitués bon marché à des produits européens ou japonais, elles contribuent à améliorer le bien être des populations. Par contre lorsque la concurrence chinoise affronte une offre locale, les

1. Séminaire UBI France Chine Afrique, Novembre 2009 à Paris.

Structure et intensité des exportations chinoises vers l'Afrique Sub saharienne en 2008

| Secteur | Structure | Intensité |
|---------------------|-----------|-----------|
| Energie | 1% | 0,68 |
| Agro alimentaire | 3% | 1,12 |
| Textile Habillement | 20% | 1,20 |
| Bois Papiers | 5% | 0,54 |
| Chimie | 12% | 1,29 |
| Sidérurgie | 6% | 1,28 |
| Non Ferreux | 1% | 0,82 |
| Mécanique | 19% | 1,70 |
| Véhicules | 8% | 3,51 |
| Electrique | 10% | 1,01 |
| Electronique | 14% | 0,48 |
| NDA | 0% | 0,21 |

Source : à partir de la base Chelem-Cepii.

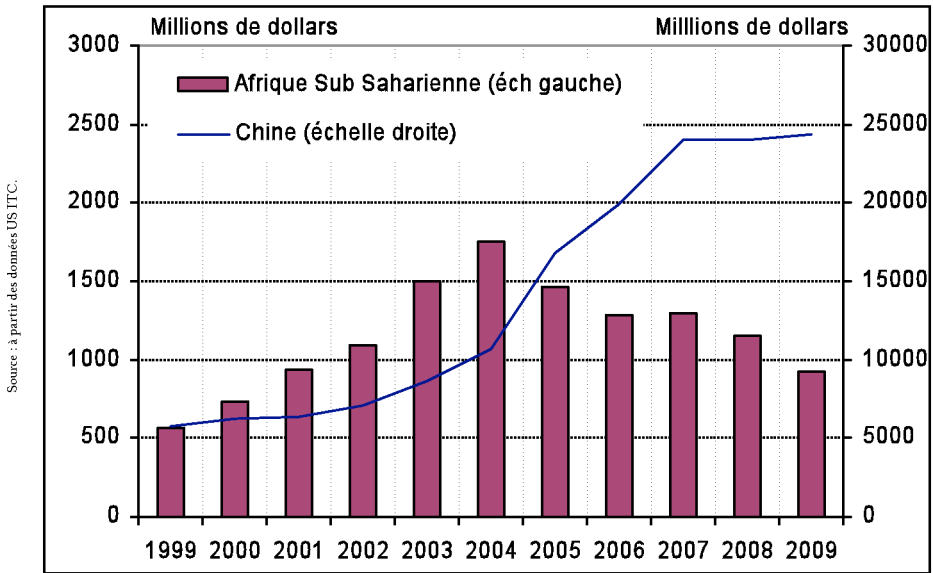
L'intensité mesure le rapport entre la place du produit dans les importations chinoises d'Afrique et sa place dans les importations totales.

conséquences sont redoutables pour cette dernière. Dans plusieurs pays, dont le Nigéria, le Cameroun et l'Afrique du Sud, l'entrée d'articles chinois a conduit à la faillite de nombreuses entreprises, provoquant ainsi des dégâts sociaux qu'il faut intégrer dans l'évaluation du « bien être » lié aux importations chinoises. Il serait toutefois mal venu d'accuser la Chine d'avoir « désindustrialisé l'Afrique ». Dans plusieurs pays, l'industrie a été une victime collatérale des programmes d'ajustement menés à partir des années 1980. Quant au secteur de l'habillement, il souffre également de la concurrence exercée par les importations de frapes qui ont été analysées par P Rivoli (2005)¹.

1. Elles ont augmenté depuis et en 2008, l'Afrique a importé 133 tonnes de vêtements usagés depuis les États-Unis Selon les statistiques www.usitc.org (accédées en avril 2010).

Si l'Afrique « joue » rarement dans la même catégorie industrielle que la Chine, il n'en demeure pas moins que les exportations africaines sont parfois confrontées à la concurrence chinoise sur les marchés tiers. L'ODG (2005) a évalué cet impact à partir d'une désagrégation fine des exportations africaines et chinoises et mesuré le pourcentage des exportations africaines susceptibles d'être confrontées à la concurrence des 140 postes (CTCI rev 2) les plus dynamiques des exportations chinoises. Les pays les plus concernés étaient dans un ordre décroissant, le Lesotho (89% de ses exportations relevant de cette catégorie), la Zambie, le Mozambique, le Malawi, l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Ghana, le Kenya (34%). Ce classement s'explique par la place du textile habillement qu'avait dynamisé l'initiative américaine

Importations américaines d'articles d'habillement (1999-2009)



Source : à partir des données US ITC.

AGOA (African Growth Oriented Action).

L'AGOA a ouvert le marché américain aux exportations africaines sans imposer de contraintes de règles d'origine sur les tissus comme cela avait été le cas dans l'initiative prise pour les Caraïbes ; les exportateurs de ces pays sont en effet tenus d'utiliser des tissus américains ou des tissus fabriqués localement pour bénéficier des baisses tarifaires aux Etats-Unis. L'AGOA a suscité l'arrivée de nombreux investisseurs, souvent asiatiques, qui ont investi en Afrique pour saisir cette opportunité et qui ont importé leurs tissus de Chine. Les importations américaines d'articles confectionnés en Afrique ont triplé entre 2000 et 2005 (Graphique) et cette embellie a permis de nombreuses créations d'emploi. Malheureusement, l'accès privilégié au mar-

ché américain, seul avantage des exportations africaines, a été en partie effacé par l'élimination des quotas à la fin de l'accord Textile Vêtement en 2005. La levée des quotas a provoqué une chute des prix unitaires des exportations chinoises¹, une hausse de leurs parts de marché et une baisse des exportations africaines. Depuis cette date et en dépit des mesures transitoires prises contre les produits chinois, les exportations des pays

1. Les quotas faisaient l'objet d'enchères en Chine et le « droit d'exporter » un article sensible – comme les T-shirt – pouvait se négocier à un prix proche l'article. Aussi, la disparition du quota a provoqué une baisse de près de 50% des prix. La compétitivité chinoise s'explique moins par le niveau de salaires dans l'habillement que par la compétitivité du secteur textile qui elle-même doit beaucoup moins aux coûts salariaux qu'à la taille du marché chinois. Elle justifie la construction de capacités de production très importante dans un secteur (filature, tissage) où il y a des économies d'échelle.

de l'AGOA n'ont pas regagné le terrain perdu aux États Unis.

L'impact dévastateur de la concurrence chinoise a été aggravé, dans le cas de l'Afrique du Sud et des pays limitrophes, par l'appréciation du rand. Par ailleurs depuis 2008, la compétitivité chinoise a également bénéficié de l'évolution du Renminbi : la monnaie chinoise qui s'était appréciée de (20%) par rapport au dollar entre juillet 2005 et le printemps 2008, a été ré-ancré à la monnaie américaine depuis. S'il se confirme, le retour à un mouvement d'appréciation du Renminbi serait une bonne nouvelle pour de nombreux pays du Sud.

L'ENJEU AFRICAIN

Vu de Pékin, et même si sa place a légèrement augmenté depuis 2000, le continent africain est un débouché très modeste qui n'absorbe que 4% des exportations chinoises. Cette mesure globale ne permet pas de mesurer l'enjeu africain pour la Chine. Pour ce faire, il faut aller au-delà et décortiquer les statistiques douanières.

Commençons par le textile habillement. L'industrie chinoise est l'une des plus performantes au monde et l'Afrique absorbe qu'un pourcentage minime des exportations. Toutefois, la mesure de l'intensité (Tableau 2) montre que les Chinois exportent relativement plus de textile habillement vers l'Afrique que vers le monde. Si l'on va dans le détail, il apparaît que la Chine exporte 20% de ses tissus en coton vers l'Afrique - un pourcentage non négligeable - : une partie va aux entreprises d'habillement et l'autre à des artisans. Considérons maintenant les équipements de transport qui repré-

sentent 8% des exportations chinoises vers l'Afrique, soit 3,7 fois la part de ces produits dans les exportations chinoises. Très peu présentes sur les routes européennes, les motocyclettes chinoises sont plus nombreuses en Afrique qui absorbe un tiers des exportations chinoises. On peut faire le même constat à propos des automobiles ou des camions totalement absent des routes occidentales.

Si l'on quitte ces biens durables pour s'intéresser à d'autres équipements, la place relative du marché africain augmente, c'est tout particulièrement le cas des turbines et d'équipements de travaux publics dont les exportations sont financées par des crédits concessionnels chinois. Le dynamisme du marché africain des télécommunications - le nombre d'abonnés a quadruplé en 5 ans pour atteindre 440 millions en 2010 - attire les deux plus grands acteurs chinois (Huawei et ZTE) très présents en Éthiopie, Afrique du Sud, Libye Algérie, Nigéria et Angola.

Il ressort de ce survol que, vu de Pékin, la place du marché africain augmente avec le degré de sophistication des produits. Plus ils sont sophistiqués, plus l'Afrique est un débouché important pour la Chine. Le marché africain sert de terrain d'essai et de tremplin aux exportateurs chinois. C'est ce que l'on constate à propos des deux grands des télécommunications qui sont entrés en Europe et des constructeurs.

LA CHINE CONSTRUIT L'AFRIQUE

Les entreprises chinoises ont une longue expérience du marché africain de la construction. En janvier 1964, lorsque Zhou Enlai a visité pour la première fois

l'Algérie et le Mali, il a vanté auprès de ses interlocuteurs le savoir-faire des entreprises chinoises qui venaient d'achever une route dans le désert du Xinjiang et proposé, sans succès, qu'elles construisent une route transsaharienne¹. Dix ans plus tard, ces entreprises sont entrées de façon spectaculaire en Afrique en construisant la ligne de chemin de fer de 1200 km entre Lusaka et Dar Es Salam dans les années 1970. Cette réalisation a assuré leur réputation. Depuis, en construisant de nombreux édifices publics, des ports et des routes financés par l'aide chinoise, elles se sont implantées dans de nombreux pays. Cette présence diminue leurs coûts d'approche des marchés. Cette proximité et des marges modestes, expliquent davantage leur compétitivité que l'emploi d'ouvrier chinois sur les chantiers. Celui-ci est non systématique² et en dernier ressort il dépend de la politique du pays d'accueil, certains accordent des visas aux travailleurs chinois et d'autres les refusent.

On oublie parfois que ces entreprises ont acquis de nombreuses technologies. Avec un PIB quatre fois inférieur à celui des Etats-Unis, la Chine investit davantage en dollar que les Etats-Unis et son marché de la construction, le plus grand au monde³, attire tous les groupes étrangers qui s'allient aux entreprises

locales auxquelles elles transfèrent leurs technologies. Les entreprises chinoises sont régulièrement moins-disantes dans les réponses aux appels d'offres nationaux ou internationaux en Afrique. Ainsi l'analyse des projets financés par la Banque Mondiale en Afrique entre 2000 et 2009 montre que 40% ont été réalisés par des entreprises chinoises (et 15% par les entreprises françaises). Très présents sur le marché africain, les constructeurs chinois viennent de percer en Pologne où ils ont été moins disants pour la construction d'une autoroute (décembre 2009).

PERSPECTIVES

Vue de Chine, l'Afrique est non seulement un continent riche en matières premières mais aussi un enjeu économique. La population africaine doublera d'ici 2050 et l'urbanisation sera un moteur de la croissance. Alors que « l'Europe a raté le virage du continent africain » (Severino, Ray 2010), ce n'est pas le cas de la Chine qui est sans doute mieux placée pour répondre à la demande africaine. Sa percée dans la construction et le marché des biens d'équipement exerce une pression à la baisse sur le coût de l'investissement en Afrique. L'offre chinoise constitue également une concurrence redoutable, aussi peut-on craindre que l'offre africaine ne bénéficie pas de l'essor de la demande. Mais comme le souligne D Brautingam (2009), la concurrence chinoise ne doit pas faire oublier que les entrepreneurs chinois participent également à une renaissance industrielle dans plusieurs pays africains. Prolongeant l'essor très rapide des exportations, la progression de l'investissement industriel chinois en Afrique est susceptible de dynamiser l'offre africaine. ¶

1. Le projet de route transsaharienne chinoise est évoqué dans *Le Monde*, du 17 janvier 1964. Cette route a finalement été ébauchée par l'Algérie dans les années 1970.

2. Selon une étude de l'Université de Stellenbush (2006) le recours à la main d'œuvre chinoise dans les chantiers de construction n'est pas systématique : il repose en dernier ressort sur la décision des autorités africaines d'accepter ou de refuser des visas.

3. En 5 ans, la Chine a ainsi construit l'équivalent de deux réseaux autoroutiers français et, d'ici 2012, 9000 km de lignes TGV (deux fois le réseau français) seront mis en circulation d'ici 2012.

BIBLIOGRAPHIE

Akmatsu (1961) : « A theory of unbalanced growth in the world economy » *Weltwirtschaftliches Archiv Band 8, Heft 2*.

Brautingam D. (2009) : *The Dragon shift , the real story of China in Africa*, Oxford University Press.

Chaponnière JR (2008) : « La dérive des continents », *Futuribles*, mars.

Chaponniere JR, Gabas JP, Zheng Qi (2010) : *Will Africa feed China ?* Séminaire Banque africaine de développement, mars.

Centre for Chinese Studies (2006) : *China's Interest and Activity in Africa's*

Construction and Infrastructure Sectors, Stellenbush University.

Paul Kennedy (1989) : *Naissance et déclin des grandes puissances, Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Éditions Payot.

ODG (2005) : *The effect of China and India's growth and trade liberalisation on poverty in Africa*, Department for International Development.

P. Rivoli (2005) : *The travels on a T-shirt in the global economy*, John Wiley.

Severino JM, Ray O (2010) : *Le temps de l'Afrique*, Odile Jacob

